

# LA TRIBUNE DU PEUPLE

JOURNAL D'ÉDUCATION POLITIQUE ET SOCIALE,

RÉSUMÉ DES NOUVELLES ET DES QUESTIONS IMPORTANTES DE LA SEMAINE.

BUREAUX A PARIS, CHEZ HENRI GIRALDON, RUE DE SEINE, 16.

PRIX DE L'ABONNEMENT pour les départ<sup>s</sup> : 6 fr. par an.  
Il paraît un numéro tous les Dimanches.

PRIX DES INSERTIONS : 75 centimes la ligne.  
On ne reçoit que les lettres affranchies.

## SOMMAIRE.

Notre but, notre profession de foi. — Ce que c'est que la République. — Ce que la République a fait en deux mois. — De l'organisation de l'instruction publique. — Tablettes de la semaine : *Un chapitre d'histoire. — Une usurpation de pouvoirs. — Catastrophe des forges de Châtillon. — Bulletin politique. Élections à l'Assemblée nationale. — Actes administratifs. — Nouvelles étrangères. — Bulletin de la Bourse.*

### Notre but, notre profession de foi.

Le peuple français voit s'ouvrir devant lui une ère nouvelle, ère de liberté, d'égalité et de fraternité. Il faut que son éducation politique soit à la hauteur de sa grande et sublime mission; il le faut, il y va des destinées de la France et du monde. Il faut que, pour atteindre ce but, les instituteurs du peuple, les écrivains animés d'un sincère amour de l'humanité se mettent à l'œuvre. Il faut à ce peuple généreux et qui demande à s'instruire, un enseignement qui l'éclaire sur la véritable nature de ses devoirs et de ses droits, qui lui apprenne à user des uns et à s'acquitter des autres. Telle est la tâche que devra remplir la *Tribune du Peuple*, tel est le but que se proposent ses rédacteurs.

La *Tribune du Peuple*, ainsi que son titre l'annonce, est destinée à remplacer, pour l'artisan des villes et l'habitant des campagnes, les journaux quotidiens, auxquels ils n'ont ni le loisir ni les moyens de recourir.

Elle les tiendra informés de la politique intérieure et extérieure de la France, leur fera connaître les actes du gouvernement et les discussions de l'Assemblée nationale, en leur en faisant comprendre le sens et la portée. Elle leur expliquera toutes les questions politiques et sociales à l'ordre du jour, et les mettra à même de juger, en connaissance de cause, la conduite et les votes de leurs représentants.

Voici les principes qui nous dirigeront dans l'accomplissement de notre tâche :

Nous voulons concourir à l'établissement d'un gouvernement républicain, fondé sur la base de la démocratie la plus large. Nous ferons consister cette base dans une loi électorale qui assure, dans son acception la plus sincère et la plus étendue, la manifestation régulière, universelle, permanente de la volonté nationale, considérant toute entrave mise à cette manifestation comme un attentat formel à la souveraineté de la nation. Nous voulons une représentation image fidèle de cette souveraineté.

Nous voulons à la tête de la République un pouvoir exécutif électif, central, indivisible, résumant l'unité nationale, mais sans empiéter sur les libertés locales, que nous voulons réelles et fortes, et capables de réagir énergiquement contre tout empiètement du gouvernement central sur la souveraineté de tous.

Nous voulons que ce gouvernement soit fort de la force de tous, que l'action du centre à la circonférence, et celle de la circonférence au centre, se fassent équilibre. C'est à établir cet équilibre, condition essentielle de la liberté de mouvement du corps politique, que nous appliquerons tous nos soins.

Nous voulons un pouvoir judiciaire placé dans des conditions d'indépendance et d'impartialité, fonctionnant librement dans le cercle tracé par la loi ;

Un système d'impôt organisé de manière à ne jamais peser sur la subsistance du peuple et les objets de première nécessité ;

La liberté individuelle, entendue dans ce sens que tout citoyen arrêté devra, sous peine de forfaiture de la part de l'autorité qui aura ordonné l'arrestation, être traduit, dans les vingt-quatre heures, devant un magistrat siégeant en audience publique ;

La liberté de la presse illimitée, sauf le cas de diffamation calomnieuse, réprimée par une pénalité sévère ;

Le jury, désigné publiquement par la voie du sort, sur une liste comprenant la totalité des chefs de famille du ressort ; l'application du jury aux affaires correctionnelles et civiles, comme aux affaires criminelles ;

La liberté religieuse et la liberté d'enseignement illimitées, sauf la preuve de capacité et de moralité, et le droit de répression et de surveillance exercé par l'Etat ;

Une instruction primaire, forte, substantielle, appropriée aux besoins d'un peuple libre, donnée gratuitement à tous, aux frais de la République ;

Une instruction secondaire libérale et professionnelle ;

Une instruction supérieure accessible à tous par le chemin du mérite, et servant de pépinière à l'administration et aux fonctions publiques ;

La régularisation de l'industrie, du commerce, ainsi que du travail agricole et manufacturier, de manière à remédier aux abus de la concurrence, tout en maintenant la liberté des transactions ; à éclairer la fabrication sur la situation des marchés à l'intérieur et à l'étranger ; à équilibrer la production et la consommation ; garantir à la main-d'œuvre une part équitable dans les produits, et harmoniser les rapports du capital et du travail.

Nous croyons que le but des institutions républicaines n'est pas d'établir entre les citoyens une égalité forcée, contraire à la nature et au bon sens, de répartir la propriété d'une manière arbitraire, d'étendre sur elle le niveau d'un communisme sauvage, ou d'un socialisme inapplicable. Nous regardons la famille comme la base de la société, la propriété individuelle comme une condition inhérente à l'existence de la famille, la commune comme le pivot de la société politique, comme l'unité de ce total qui se nomme la patrie. Nous faisons de la famille, de la propriété, de la commune, la triple base de la République, en nous efforçant de faire de la propriété le partage ultérieur et graduel de tous les membres de la société dans une proportion nécessairement inégale, mais suffisante pour assurer à chacun une part convenable de bien-être ; en un mot, au lieu de détruire la propriété, nous voulons l'universaliser ; la garantir par l'organisation d'un vaste système de solidarité nationale, la rendre accessible à tous par l'abaissement du prix de toutes les substances alimentaires.



Enfin, nous voulons la liberté dans l'ordre, l'égalité devant la loi, la fraternité chrétienne.

Nous croyons que le moment est venu où tous les gens de bien doivent s'entendre, tous les partis abdiquer et se réunir dans une œuvre commune, l'établissement d'une République nationale, forte, compacte, appuyée sur l'invincible faisceau de tous les dévouements et de toutes les intelligences.

Telle est notre profession de foi; nous y serons fidèles. Tel est le but que nous voulons atteindre, la route que nous entendons suivre; nous n'en dévierons pas.

### Ce que c'est que la république.

Le premier acte du gouvernement improvisé le 24 février, par la nécessité, a été de proclamer l'abolition de la monarchie en France, et l'établissement de la République. On lui a reproché d'avoir fait ce qu'il n'avait pas le droit de faire, d'avoir outrepassé ses pouvoirs, et empiété sur ceux de l'Assemblée nationale.

Ce reproche n'est point fondé.

L'existence d'un gouvernement monarchique, fondé sur le monopole de 200,000 électeurs censitaires, et sur l'exclusion du reste de la nation de toute participation au droit politique, était la négation du droit de tous, et une usurpation flagrante de la souveraineté nationale.

Cet état de choses renversé, la nation rentrait de droit et de fait dans sa souveraineté, dans son droit imprescriptible de se gouverner elle-même. Or, le gouvernement de la nation par la nation, c'est la république. Monarchie bâtarde dite constitutionnelle le 25 février, le 24, la France est devenue, par ce seul fait, une république. Le Gouvernement provisoire n'a pas créé cette situation nouvelle; il s'est borné à la reconnaître et à la proclamer.

Mais, dit-on, il eût dû laisser le soin de cette proclamation à l'Assemblée nationale, seule investie, par la nation souveraine, du droit de parler en son nom, et de proclamer sa volonté suprême. Cette Assemblée, chargée de faire un gouvernement, peut vouloir la monarchie, et ne pas vouloir de la république. Or, la république étant déjà proclamée, la souveraineté de l'Assemblée nationale n'est plus entière, la liberté de ses résolutions est enchaînée par un fait sur lequel il lui faudrait revenir pour rétablir la monarchie.

Telle est l'objection; voici notre réponse.

La nation française est rentrée, le 24 février, dans le légitime exercice de sa souveraineté, non par le fait de la proclamation de la république, mais par la seule force des choses, par cette loi de la logique et de la nécessité qui veut que là où cesse l'usurpation le droit se relève et repaïsse. L'élection d'une assemblée nationale est le premier acte que la nation ait été appelée à faire de la souveraineté qu'elle a recouvrée. Il ne saurait entrer dans la pensée d'un homme raisonnable, que le premier acte de cette souveraineté soit de se supprimer elle-même et de s'abdiquer. Le suicide dans une nation n'est pas plus légitime que dans un individu: l'absurde ne se suppose pas. Ce suicide ne serait pas un acte régulier de la volonté nationale, ce n'en serait qu'une monstrueuse aberration, qui n'infirmerait aucun principe, et laisserait subsister le droit dans son intégrité.

La suppression de la république, le rétablissement de la monarchie, ne sauraient donc entrer dans les prévisions d'un esprit sensé; ce serait tout simplement la violation par l'Assemblée nationale de son mandat; et, dans le cas où cette violation serait sanctionnée par la nation, ce serait de la part de la nation un suicide, une aberration transitoire, éphémère, qui n'engagerait ni la génération présente ni les générations futures.

A cela on répond: Le rétablissement du monopole politique serait sans doute la suppression de la souveraineté nationale, et par conséquent de la république. Mais si le monopole n'est pas établi, si le vote universel est maintenu, la souveraineté natio-

nale subsiste, la république subsiste; seulement cette république est monarchique, en ce sens qu'ayant l'élection à la base, elle a l'hérédité au sommet.

Cela revient à dire qu'une république est possible avec un roi, c'est-à-dire avec l'hérédité dans le pouvoir exécutif.

C'est tout simplement un sophisme que peu de mots suffiront à réfuter.

Tout gouvernement se compose de deux pouvoirs réunis ou séparés: celui qui fait les lois et celui qui les applique. Le premier s'appelle pouvoir législatif, le second, pouvoir exécutif.

Dans la monarchie absolue ces deux pouvoirs sont réunis dans un homme, qu'on appelle roi ou empereur. Dans toutes les autres formes de gouvernement, ils sont séparés. Dans une république, le pouvoir législatif, c'est la nation qui délibère et qui décrète par l'intermédiaire de ses représentants. Le pouvoir exécutif, c'est la nation encore qui agit par l'intermédiaire de celui ou de ceux qu'elle a délégués à cet effet. La réunion de ces deux facultés, délibérer et agir, constitue la liberté. Un individu n'est libre qu'à la condition de penser et d'agir par son impulsion propre. Si une de ces deux facultés lui est retirée, si, par exemple, conservant la liberté de la pensée, sa liberté d'action est enchaînée, cet individu est esclave.

Tel est le sort des esclaves dans les colonies. La liberté de penser, ils la possèdent; mais ils sont tenus de la renfermer dans le for intérieur. Elle ne peut se traduire par des actes que sous le bon vouloir d'un maître qui dispose de leurs actes et de leur personne. Si donc un peuple a le droit de délibérer, mais n'a pas le droit d'agir, en d'autres termes, si, ayant le droit de nommer les hommes qui font les lois, il n'a pas celui de choisir ceux qui les appliquent, ce peuple n'est pas libre; il est esclave.

Or, un peuple qui décrète son propre esclavage, en décrétant qu'il abdique le droit d'élire le pouvoir exécutif, que ce droit sera perpétuellement exercé par une force aveugle, inintelligente, la naissance, la successibilité par ordre de primogéniture, ce peuple accomplit un suicide qui ne saurait jamais constituer un droit, et que chaque génération à son tour est tenue de rectifier.

La république, entendue dans son véritable sens, n'est pas une institution arbitraire, de pure forme, se prêtant à l'application de tous les principes, bons ou mauvais, vrais ou faux, rationnels ou stupides, en matière de gouvernement. On a donné le nom de république à des gouvernements qui ne le méritaient pas, qui n'étaient que des oligarchies plus ou moins habilement constituées; telles étaient la république de Hollande, avec un stathouder héréditaire, la république de Venise, sous le despotisme ombrageux de son oligarchie tyrannique. La république, c'est le gouvernement de tous par tous, ou du peuple par le peuple; car le peuple c'est vous, c'est moi, c'est tout le monde. Là où un seul citoyen honnête est exclu de l'exercice du droit politique, du droit de contrôle sur le gouvernement de son pays, il y a violation du principe républicain, et cette violation appelle une rectification immédiate. Or, gouverner n'est pas seulement faire la loi, c'est aussi l'appliquer. Il n'y a de constitutions républicaines que celles en vertu desquelles le peuple choisit non-seulement ses législateurs, mais aussi ses gouvernants. Abandonner ce dernier choix au droit de naissance, c'est abdiquer la souveraineté du peuple; autant vaudrait l'abandonner au hasard; c'est faire pis encore, car la naissance, c'est le hasard; elle peut donner pour résultats des idiots ou des monstres. En limitant à une seule famille un droit que le hasard confère, on se prive des chances favorables qu'amènerait l'extension de ce droit à toutes les familles du pays. Nous pensons que le peu que nous venons de dire suffira pour réduire à sa juste valeur le sophisme d'une république monarchique.

### Ce que la république a fait en deux mois.

Deux mois à peine sont écoulés depuis la proclamation du



gouvernement républicain, et déjà ce gouvernement a réalisé dans ses actes plus d'améliorations morales, politiques et humanitaires que la royauté n'en avait accompli dans les trente-trois ans de règne de ses deux branches aînée et cadette.

Pour ne parler que du régime qui vient de finir, quelles réformes véritablement utiles à l'humanité a faites la royauté de juillet dans les dix-huit années qui lui ont été accordées par la Providence? Quel usage a-t-elle fait de ce long espace de temps, elle qui avait jeté à la France abusée de si brillantes, de si décevantes promesses?

Son bilan humanitaire n'est pas difficile à établir; il se compose d'un bien petit nombre d'articles.

De 1830 à 1848, nous avons eu l'abolition des maisons de jeu et de la loterie, ce qui n'empêchait pas le maintien des tripots aristocratiques;

L'adoucissement apporté à quelques dispositions du Code pénal, ce qui n'a pas empêché l'aggravation des pénalités dirigées contre la presse, et l'application des horreurs de l'emprisonnement cellulaire aux délits politiques;

L'abolition de la marque, tout en conservant l'exposition des criminels: flétrissure immorale autant qu'elle est inefficace;

La création des caisses d'épargne, indigne piège tendu à la bonne foi des travailleurs, puisqu'on mettait la main sur leurs capitaux qu'on dissipait, réduisant ainsi l'Etat à l'impuissance de les restituer.

C'est à ces quatre articles que se borne le catalogue de la royauté de juillet en matière de réformes populaires. Nous ne présenterons pas le bilan de ses attentats et de ses méfaits. Le détail en serait trop long.

Mais nous allons mettre en regard ce qu'a fait la République dans le court intervalle écoulé entre l'établissement du Gouvernement provisoire et la réunion de l'Assemblée nationale. On verra que ce gouvernement vraiment populaire a mis le temps à profit, et que si on peut lui reprocher quelques fautes inévitables dans les circonstances difficiles où il s'est trouvé placé, néanmoins ceux de ses actes véritablement méritoires sont assez nombreux pour lui donner de justes droits à la reconnaissance nationale.

Nous suivrons dans cette rapide énumération l'ordre des dates.

Février. 25. — La République proclamée, le vote universel substitué au vote de 200,000 censitaires, la liberté de la presse rendue illimitée par l'abolition du cautionnement et du timbre.

26. — Etablissement d'ateliers nationaux pour les ouvriers sans salaire.

— Adoption de la devise Liberté, Egalité, Fraternité.

— Abolition de la peine de mort en matière politique.

— Sursis à toutes les exécutions capitales jusqu'à la convocation de l'Assemblée nationale.

28. — Commission du Gouvernement pour les travailleurs établie au Luxembourg sous la présidence d'un membre du Gouvernement provisoire.

— Amélioration introduite dans le régime alimentaire des équipages des vaisseaux de la République.

— Abolition des titres de noblesse.

Mars. 1<sup>er</sup>. — Abolition du serment pour les fonctionnaires publics.

2. — Fixation à dix heures la durée de la journée de travail pour les ouvriers.

— Abolition du marchandage.

5. — Convocation de l'Assemblée nationale, élue par le suffrage direct de tous.

Tous les citoyens âgés de 21 ans déclarés électeurs.

Tous les électeurs âgés de 25 ans déclarés éligibles.

— Abolition de l'esclavage des noirs aux colonies.

6. — Abrogation des lois de septembre relatives à la presse. Rétablissement de la majorité de neuf voix pour les condamnations du jury; abrogation de la loi qui établissait la majorité simple.

7. — Création des comptoirs nationaux d'escompte, destinés à répandre le crédit et à l'étendre à toutes les branches de la production.

— Fixation à 5 p. 0/0 de l'intérêt de l'argent déposé aux caisses d'épargne.

— Création de bureaux officiels et gratuits de renseignements pour les demandes d'emplois, ainsi que pour l'offre et la demande de travail dans les diverses professions; abolition des bureaux de placement qui exploitaient les travailleurs.

— Création d'une école d'administration destinée au recrutement des diverses branches d'administration dépourvues d'écoles préparatoires.

— Abrogation de la loi du 2 juin 1841, qui autorisait les cours royales à désigner les journaux chargés de l'insertion des annonces judiciaires.

8. — Le droit d'élire les officiers de tout grade de la garde nationale, y compris le colonel, étendu à tous les gardes nationaux.

9. — Abolition de la contrainte par corps.

10. — La liberté de conscience consacrée; abolition des poursuites commencées pour faits relatifs au libre exercice du culte; remise des amendes prononcées et non encore acquittées.

12. — Abolition des peines corporelles dans la marine.

21. — Etablissement de dépôts de marchandises pour prêts sur consignation.

24. — Suppression du travail des prisonniers faisant concurrence au travail libre, ainsi que du travail dans les maisons religieuses, portant préjudice au travail des ouvrières.

— Réduction au-dessous de 500 fr. des cautionnements pour la mise en liberté provisoire.

— Représentations gratuites des chefs-d'œuvre de la scène française.

27. — Abolition de la jurisprudence qui rendait les délits de presse, en matière de diffamation contre les fonctionnaires publics, justiciables des tribunaux correctionnels; restitution de ces causes au jury.

Avril. 1<sup>er</sup>. — Suppression de l'exercice sur les débitants de boissons.

15. — Abolition de l'impôt du sel, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1849.

17. — Abolition de l'immovibilité des juges, comme incompatible avec le gouvernement républicain.

18. — Suppression du droit d'octroi sur la viande de boucherie, réduction considérable du droit sur les vins ordinaires, remplacement de ces droits par une taxe sur les loyers au-dessus de 800 francs, et par une taxe somptuaire.

25. — Diminution du droit d'abatage et de la caisse de Poissy.

— Abolition de l'exposition des condamnés.

La suppression du droit d'octroi étendue à la viande de porc et à la charcuterie.

On a reproché au Gouvernement provisoire d'avoir pris l'initiative sur tant de graves matières. On eût voulu qu'il eût laissé cette initiative à l'Assemblée nationale. Pour nous, nous le louons d'avoir pris les devants et engagé l'avenir sur la solution des graves problèmes posés depuis cinquante-cinq ans, et que la discussion avait surabondamment éclairés. Il a voulu que la révolution de février laissât dans le sentier du progrès et dans la voie de l'humanité une trace profonde et lumineuse. L'Assemblée nationale, nous en avons la conviction, ne répudiera pas ce magnifique héritage; elle y ajoutera encore, dans la mesure de son patriotisme et de sa toute-puissance, que nul ne sera en droit de contester.

#### De l'Organisation de l'Instruction publique.

La République a, au nombre de ses premiers, de ses plus pressants devoirs, l'acquittement d'une dette sacrée envers le



peuple émancipé du joug de la monarchie, et qu'il faut affranchir du joug de l'ignorance. Elle lui doit une instruction solide et appropriée à sa dignité nouvelle. Il faut à un peuple libre, en matière d'instruction, d'autres éléments que ceux qui ont jusqu'ici formé le programme de l'enseignement populaire.

Ces éléments sont de deux sortes :

- Les matières d'enseignement,
- Les méthodes employées à les communiquer.

Sur le premier point, nous dirons que la lecture et l'écriture ne sont que des instruments appliqués à l'acquisition des connaissances utiles, et ne sauraient suppléer à ces connaissances mêmes.

Il ne suffit pas que le peuple sache lire; il faut encore mettre à sa portée les livres qui lui sont indispensables pour orner son esprit, moraliser son caractère et ses mœurs, former, développer son intelligence. Il faut que l'enseignement populaire comprenne les connaissances nécessaires au citoyen, au chef de famille, à l'artisan, au cultivateur.

Citoyen, il faut qu'il connaisse ses devoirs et ses droits; qu'il apprenne à s'acquitter des premiers, à faire respecter les seconds.

Chef de famille, il faut qu'il en puisse remplir les augustes fonctions, qu'il connaisse toute l'étendue des obligations que ce titre lui impose.

Artisan, il faut qu'il possède les connaissances spéciales à sa profession, celles qui peuvent le guider dans la voie de l'habileté et du perfectionnement de son art.

Cultivateur, il faut qu'il acquière des sciences naturelles, et de la science agricole en particulier, ce qu'il lui en faut pour appliquer la culture avec intelligence, pour faire rendre au sol tout ce qu'il peut produire.

Et puis au-dessus de tout cela il faut faire planer les grands et immortels principes de la religion véritable, de la fraternité chrétienne, de la morale universelle.

Il faut que le peuple puisse juger et contrôler ses gouvernants, ses administrateurs, ses représentants; qu'il comprenne et apprécie leurs actes.

Nous formulerons en temps et lieu nos opinions sur ces matières; quand les problèmes seront posés devant l'Assemblée nationale, nous apporterons notre tribut pour les résoudre. Nous sommes sûrs à l'avance d'être secondés dans notre patriotique mission, par l'homme d'Etat éclairé et bienveillant placé aujourd'hui à la tête de l'administration de l'instruction publique.

Le fils de l'immortel Carnot, du grand citoyen qui, il y a cinquante-cinq ans, multiplia nos armées et organisa la victoire, saura à son tour, et dans des temps plus paisibles, organiser l'émancipation du peuple, l'instruction civique et l'éducation nationale.

Cette tâche n'est pas moins méritoire que celle que dut accomplir son père. C'est un grand titre au respect de la postérité, que d'avoir défendu et sauvé le territoire; ce n'en sera pas un moins grand d'avoir affranchi les intelligences.

#### Tablettes de la semaine.

UN CHAPITRE D'HISTOIRE. — Voici en quels termes M. de Girardin raconte dans la *Presse* la part qu'il a prise aux événements du 24 février :

« Le 24 février, à sept heures du matin, M. de Girardin avait déjà parcouru toutes les rues, et avait pu se rendre compte par ses yeux de la gravité de la situation; c'est alors que, bien qu'il ne fût plus député, il prend la résolution de se rendre aux Tuileries; il était environ huit heures lorsqu'il y arriva, après avoir franchi barricades sur barricades.

Il demande à parler au roi; M. le général de Rumigny l'engage à s'adresser d'abord à M. Thiers, qui est à l'état-major du Carrousel, avec MM. Barrot, de Rémusat, Duvergier de Hauranne et Lamoricière.

M. de Girardin s'y rend, et s'efforce de leur faire comprendre que la situation est plus grave qu'ils ne le pensent...

De l'état-major on revient aux Tuileries: une proclamation est rédigée en toute hâte; mais où la faire imprimer? — Il y a bien là de l'artillerie, mais il n'y a pas d'imprimerie; mieux vaudrait en ce moment une casse et une presse que dix caissons et dix canons. M. Thiers conjure M. Merruau et M. de Girardin de faire composer et tirer en toute hâte, aux imprimeries du *Constitutionnel* et de la *Presse*, la proclamation qui vient d'être rédigée, et qui annonce la formation du ministère Thiers-Barrot-Duvergier-Rémusat, et la dissolution de la chambre.

Au moment où M. de Girardin sort des Tuileries, MM. Guizot, de Broglie et d'Haussonville y arrivent à pied. Ils n'y sont pas reçus.

Les secondes sont des heures!

Des Tuileries à la rue Montmartre, pour traverser trente barricades, il faut plus de trente minutes!

La proclamation de M. Thiers est composée, tirée.

Vainement essaye-t-on de la placarder; elle est huée et aussitôt déchirée.

M. de Girardin, jugeant par ce fait de la gravité de la situation, prend sur lui de faire composer aussitôt une proclamation en quatre lignes, et retourne en toute hâte à l'état-major du Carrousel, où il instruit le maréchal Bugeaud de ce qui se passe, puis de là court aux Tuileries, où il n'est introduit dans le cabinet du roi qu'après plusieurs minutes perdues encore à attendre dans le salon qui précède.

Le roi est étendu dans un grand fauteuil placé près d'une fenêtre.

MM. Thiers et Rémusat sont présents; ils se tiennent debout, appuyés près de la cheminée.

— Qu'y a-t-il, monsieur de Girardin? demande le roi.

— Il y a, sire, que l'on vous fait perdre un temps précieux, et que si le parti le plus énergique n'est pas immédiatement adopté, dans une heure, il n'y aura plus de royauté en France.

M. de Girardin sent aussitôt tous les regards darder sur lui, on cherche s'il n'a pas perdu la raison en s'exprimant ainsi.

Il aperçoit, à côté de M. Thiers, M. Merruau, le rédacteur en chef du *Constitutionnel*.

— Interrogez, reprend-il vivement, interrogez M. Merruau sur l'accueil qu'a reçu la proclamation qui vient d'être imprimée au *Constitutionnel* et à la *Presse*; demandez-lui si on lui a permis qu'elle fût placardée...

Le récit de M. de Girardin est confirmé par M. Merruau.

Après un moment de silence et d'abattement, la voix du roi se fait entendre pour dire : — Que faire?

M. de Girardin répond :

Abdiquer, sire!

Abdiquer!

Oui, sans hésiter! et en conférant la régence à madame la duchesse d'Orléans; car M. le duc de Nemours ne serait pas accepté...

Le roi se lève, et dit : Messieurs, voulez-vous que je monte à cheval?...

Non, lui répond-on.

M. le duc de Montpensier s'approche du roi, et le presse d'abdiquer.

Le roi dit : J'abdique.

La régence de madame la duchesse d'Orléans est acceptée.

Le bruit des décharges de coups de fusils se fait plus distinctement entendre.

Déjà l'on peut prévoir que les Tuileries ne tarderont pas à être attaquées.

Partez, partez, M. de Girardin.

M. de Girardin part sans autre garantie que la parole du roi.

Au coin de la rue de Richelieu et de la rue Saint-Honoré, il est arrêté par les nombreux gardiens de la barricade.



Il leur annonce l'abdication du roi, la régence de la duchesse d'Orléans, la dissolution de la chambre, l'amnistie générale.

On ne veut pas y croire.

M. de Girardin passe et arrive à la place du Palais-Royal, où les feux se croisent entre le poste du Château-d'Eau et le peuple retranché derrière les colonnes et la grille de la cour du Palais.

Vainement M. de Girardin essaye de faire cesser le feu.

Le général Lamoricière arrive à cheval ; il n'est pas plus heureux dans les efforts qu'il fait ; il l'est moins encore, car il est blessé au bras.

Après une grande heure ainsi perdue en exhortations étouffées par le sifflement des balles, M. de Girardin retourne aux Tuileries, où il ne retrouve plus ni roi, ni princes, ni ministres dans le cabinet où il les avait laissés.

Où étaient-ils ? que s'était-il passé ?

M. de Girardin l'ignorait.

Interrogé par la foule qui entre, et qui n'en sait rien non plus, il ne peut que lui répondre :

Le roi a abdiqué ;

La duchesse d'Orléans est régente ;

La chambre est dissoute ;

Une amnistie générale est proclamée.

Est-ce bien vrai ?

Oui.

Ecrivez-le, et signez-le.

M. de Girardin s'assied à une table, et là, pendant une heure au moins, il écrit ou signe plus de cinq cents bulletins d'abdication, qu'on se dispute, qu'on s'arrache.

Il devait être une heure environ.

A cette heure encore, l'idée de la régence conférée à madame la duchesse d'Orléans était accueillie si favorablement, qu'elle éveillait l'incrédulité comme toute nouvelle qui dépasse les espérances qu'on a conçues.

Maintenant conduisez-nous à la chambre des députés, dit-on à M. de Girardin ; il se rend à ce vœu qui lui est exprimé. Une colonne le suit ; il est précédé par un drapeau porté par un ancien aide-de-camp de l'empereur, le colonel Dumonlin.

Arrivé à la grille de la chambre des députés, M. de Girardin entre seul, et vient s'asseoir à son ancienne place, près de celle occupée par M. de Lamartine ; mais il la quitte aussitôt pour aller se ranger derrière le banc où madame la duchesse d'Orléans est assise entre ses deux fils ; à côté de l'un d'eux est le duc de Nemours. Elle tient à la main un papier sur lequel un discours est écrit.

« Madame, descendez, et montez à la tribune avec vos deux fils, » lui dit M. de Girardin ; un moment madame la duchesse d'Orléans se lève et paraît hésiter ; le conseil contraire lui est donné ; elle se rassied. Les tribunes publiques sont envahies. Madame la duchesse d'Orléans et ses fils se retirent ; l'étroit couloir est encombré ; on demande un drapeau pour protéger leur retraite ; il n'y avait de drapeau qu'entre les mains des combattants, qui s'étaient emparés de la tribune. M. de Girardin va droit à l'un d'eux en lui disant : « Vite un drapeau pour protéger madame la duchesse d'Orléans. » Le combattant auquel M. de Girardin s'adresse, et dont il ne sait pas le nom, descend aussitôt avec son drapeau. Un instant après, madame la duchesse d'Orléans était à l'hôtel de la présidence de la chambre, puis s'en éloignait dans une petite voiture que M. Sauzet avait fait demander pour lui, sans prévoir assurément aucun des événements qui allaient s'accomplir. »

UNE USURPATION DE POUVOIRS. — On écrit d'Alger au *National* :

« Un sieur Couput vient de débarquer ici, se disant commissaire muni de pouvoirs extraordinaires, illimités, qui lui auraient été donnés par le ministre de l'intérieur, pour procéder à toutes espèces de changements, réformes, mutations, etc.,

dans le personnel des administrations civiles et militaires de l'Algérie, et pour diriger les élections.

« La nouvelle en était si peu attendue, que tout d'abord personne n'a voulu y croire. Comment, d'ailleurs, admettre que le ministre de l'intérieur puisse déléguer des pouvoirs, et des pouvoirs de cette nature, dans un pays qui est sous les ordres immédiats du ministre de la guerre ?

« Le gouverneur général a été, dit-on, non moins surpris que la population. Aucun ordre du Gouvernement, aucun avis du ministre duquel il relève ne lui avait donné avis de cette étrange mission.

« Il y a vu un tel manque d'égards, une telle marque de défiance, qu'il a écrit immédiatement pour demander qu'un successeur lui fût donné. Le directeur des affaires civiles a pris la même résolution. Tout le monde est indigné ; tout le monde se demande s'il y a parti pris de bouleverser l'Algérie. C'est la confusion des pouvoirs, c'est l'anarchie. »

Le *National* ajoute :

« Nous voudrions pouvoir expliquer la lettre de notre correspondant par une erreur de sa part. Mais les faits sont articulés d'une manière trop précise pour que nous puissions les mettre en doute. Il faut donc que le Gouvernement s'explique ; il faut qu'il dise quelles sont ses intentions à l'égard de l'Algérie, à l'égard du gouverneur général. S'il a cru devoir faire passer l'Algérie sous les ordres du ministre de l'intérieur, s'il n'a pas confiance dans le général Cavaignac, il faut qu'il le dise hautement, qu'il en produise les motifs.

« Le silence ne lui est pas permis. »

Le *National* annonce dans son numéro du lendemain que le sieur Couput s'est rendu coupable d'une usurpation de pouvoirs, et que le ministre de l'intérieur a expédié au gouverneur général l'ordre de le renvoyer en France.

CATASTROPHE DES FORGES DE CHATILLON. — On écrit de Châtillon au *Journal de l'Indre* :

« Une horrible catastrophe vient de plonger notre ville dans le deuil.

« A sept heures du soir, une détonation sourde et lointaine se fait entendre dans Châtillon. On eût dit la secousse d'un tremblement de terre. Bientôt un grand nombre de personnes se précipitent dans les rues, et les cris *Aux forges ! aux forges !* jettent toute une population sur le chemin de cet établissement.

« Dans la foule, on rencontre avec effroi des ouvriers noirs, brûlés presque de la tête aux pieds, courant la ville en poussant des cris à déchirer les entrailles. On arrive à la forge ; là, quel spectacle ! chaque lit de forgeron contient un ou plusieurs malheureux plus ou moins brûlés se débattant dans d'atroces douleurs. Sur l'aire même de la forge, en face du haut fourneau, que dévore l'incendie, des femmes, des hommes crient, pleurent, et demandent, ceux-ci un père, un frère, un enfant ; celles-là un mari, un frère, un fils ; quelques-uns déplorent un malheur connu, la plupart craignent pour ceux qui leur sont chers, et que, dans un pareil désordre, elles ne voient pas auprès d'elles.

« Nous ne connaissons pas encore toute l'étendue de notre malheur.

« Un forgeron, qui est en même temps le concierge de l'établissement, s'occupa de savoir où pouvaient être MM. Charles Yvernault Rotinat fils, de la Châtre, l'un des maîtres de forges, et M. Michel Vergne, son ami et l'un de ses associés, qu'il avait remarqués là tout près au moment de l'explosion. Ne les trouvant ni dans la foule, ni dans leur demeure, il nous dit : *Ils sont là-dessous, cherchons-les.* Et il montrait un énorme tas de matériaux que nous foulions aux pieds, et qui provenait de l'un des murs du haut fourneau, écroulé par suite de la commotion. Chacun se met à l'œuvre ; bientôt nous retrouvons les cadavres mutilés, broyés, de nos deux concitoyens...

« Le caissier de l'établissement, M. Frédéric de Marey, se



voyant couvert d'une pluie de fonte en fusion, a eu l'idée de se jeter à l'eau; on l'en a immédiatement retiré.

« Mais ses blessures étaient si nombreuses et si graves, qu'il a succombé le lendemain au milieu d'horribles souffrances. On a aussi à déplorer la mort du charpentier nommé Delorme, et d'un ouvrier journalier.

« Voilà déjà cinq victimes qui ne souffrent plus; il en reste beaucoup d'autres à demi brûlées qui ne peuvent que souffrir plus ou moins longtemps. Un grand nombre de familles vont se trouver sans soutien, dans le dénûment le plus complet...

« On explique ainsi cet affreux événement.

Hier, à la coulée de sept heures, on devait fondre une énorme enclume de forge. Pour en établir le moule, on avait dû creuser assez profondément le sol et un peu d'eau avait surgi au fond de l'orifice. On croyait l'avoir suffisamment asséché.

« Cependant, quand un libre passage eut été ouvert à la lave et qu'elle eut atteint le fond du moule, une explosion effroyable couvrit d'une pluie de fonte toutes les personnes présentes, et fit crouler un pignon qui engloutit sous ses décombres, comme je vous l'ai dit plus haut, MM. Michel Vergne et Yvernault Rotinat.

« Toute la nuit, malgré une pluie incessante, le fourneau a été la proie des flammes, qu'un vent d'est éloignait heureusement des autres bâtiments. Et dire que Châtillon, ville de 3.000 âmes, n'a pas une pompe à incendie, pas une compagnie de pompiers! »

#### Bulletin politique.

##### ÉLECTIONS À L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

###### Élections de Paris.

La France, interrogée sur le grand événement, qui, il y a deux mois, a fondé la République sur les ruines de la monarchie tombée, a rendu aujourd'hui son verdict solennel, et nous sommes fiers de l'enregistrer dans le premier numéro de la *Tribune du peuple*.

Ce que nous connaissons déjà des élections des départements indique le triomphe éclatant, incontesté de la cause de l'ordre et de la liberté, sur la cause de l'exagération et des doctrines anarchiques.

Paris a dignement soutenu la gloire de la majestueuse révolution accomplie dans son sein, et pour laquelle a coulé le sang le plus pur de ses enfants.

Paris peut montrer avec orgueil ses trente-quatre représentants à l'Assemblée nationale. Cette liste comprend la totalité des membres du Gouvernement provisoire; c'était justice; tous ont été à la peine, il convenait que tous fussent à l'honneur, sans distinction de majorité et de minorité. Tous, au jour du péril, ont résolument accepté une responsabilité redoutable, et quelles que soient les fautes qui ont signalé l'administration provisoire de quelques-uns de ces citoyens courageux, tous ont des droits à la reconnaissance de leurs concitoyens. Mais cette justice rendue, la patriotique cité, la cité reine, a hautement, par l'unanimité de ses votes, signalé ses sympathies pour la portion modérée du Gouvernement provisoire, et en particulier pour celui de ses membres qui, par ses paroles et par ses actes, a imprimé à la révolution de février le cachet de sa grande âme et de son éminent génie.

Voilà cette liste que commence et termine le nom d'un écrivain illustre, digne hommage rendu par la capitale de la France à cette gloire des lettres qui est l'un des plus beaux fleurons de sa couronne.

— On lit dans le *Moniteur* :

« Ce soir, à dix heures et demie, le maire de Paris, accompagné de ses trois adjoints et du secrétaire général de la mairie, de tous les maires de Paris et de la banlieue, au milieu desquels on distinguait le citoyen Wée, doyen des maires, et le citoyen Pagnerre, maire du 10<sup>e</sup> arrondissement et secrétaire général du Gouvernement provisoire, est descendu sur la place

de l'Hôtel-de-Ville pour y proclamer les noms des trente-quatre représentants élus par le département de la Seine.

La nuit était sombre, et la population, qui attendait depuis le matin le résultat du scrutin, a poussé des cris d'un enthousiasme immense, quand le maire, avec ceux qui le suivaient, est monté sur une estrade improvisée derrière la grille, où s'arrêtaient les flots de la foule. Des torches nombreuses jetaient une lueur brillante, qui se reflétait sur les armes de la garde nationale et de la garde mobile, et sur tous ces visages attentifs et joyeux. Des drapeaux flottaient au-dessus des magistrats municipaux et ajoutaient à l'effet pittoresque et saisissant de cette grande scène populaire.

A chaque nom qui était annoncé, des applaudissements, des cris, des fanfares, des chants patriotiques, éclataient avec une inépuisable puissance. Le maire de Paris avait d'abord proclamé le nom des élus dans la grande salle Saint-Jean, en présence des présidents et des scrutateurs de toutes les sections. Mais ici la proclamation se faisait en face d'une multitude qui n'avait pu assister au dépouillement successif du vote, et dont la curiosité était excitée par une longue attente.

On se ferait difficilement une idée de l'allégresse qui régnait dans le peuple, quand le dernier nom proclamé est venu annoncer le terme de cette grande opération qui a tenu Paris tout entier en suspens depuis cinq jours.

Les élections faites, on peut dire que la révolution a franchi le pas le plus difficile qu'elle ait eu encore à traverser. Dans quelques jours, l'Assemblée nationale sera réunie, et les destinées de la France républicaine seront assurées.

A onze heures, au moment où nous écrivons ces lignes, Paris est rentré dans le calme le plus profond malgré les nouvelles qui ont attristé la journée. On dirait que la grande ville se repose après le labeur civique qu'elle vient d'accomplir avec tant de patriotisme, d'intelligence et d'union. »

##### ÉLECTIONS.

Ont été élus représentants :

Lamartine.	259,080
Dupont (de l'Eure).	245,083
François Arago.	245,640
Garnier-Pagès.	240,890
Armand Marrast.	229,166
Marie.	225,776
Crémieux.	210,669
Béranger.	204,271
Carnot.	195,608
Bethmont.	189,252
Duvivier.	182,175
Lasteyrie.	165,156
Vavin.	151,105
Cavaignac.	144,187
Berger.	136,660
Pagnerre.	136,117
Buchez.	135,678
Cormenin.	135,050
Corbon.	135,015
Caussidière.	135,775
Albert.	135,041
Wolowski.	132,555
Peupin.	131,969
Ledru-Rollin.	131,587
Schmit.	124,585
Ferdinand Flocon.	121,864
Louis Blanc.	121,140
Recurt.	118,075
Agricol Perdiguier.	117,290
Jules Bastide.	110,228
Coquerel.	109,954
Garnon.	106,747
Guinard.	106,262
Lamennais.	104,871



## Actes officiels.

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Liberté, Égalité, Fraternité.

## Au nom du peuple français.

Le Gouvernement provisoire,  
Considérant,

Qu'il convient à la République d'entreprendre et d'achever les grands travaux de la paix ;

Que le concours du peuple et son dévouement donnent au Gouvernement provisoire la force d'accomplir ce que la monarchie n'a pas pu faire ;

Qu'il importe de concentrer dans un seul et vaste palais tous les produits de la pensée, qui sont comme les splendeurs d'un grand peuple ;

Décrète :

1° Le palais du Louvre sera achevé ;

2° Il prendra le nom de *Palais du Peuple* ;

3° Ce palais sera destiné à l'exposition de peinture, à l'exposition des produits de l'industrie, à la bibliothèque nationale ;

4° Le peuple des travailleurs est appelé tout entier à concourir aux travaux de l'achèvement du Louvre ;

5° La rue de Rivoli sera continuée d'après le même plan ;

6° Une commission sera nommée par le ministre des finances, par le ministre des travaux publics et par le maire de Paris, pour régler tous les moyens d'exécution ;

7° Le maire de Paris, le ministre des finances et le ministre des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait en conseil, le 24 mars 1848.

*Les membres du Gouvernement provisoire,*

DUPONT (de l'Eure), ARAGO, LAMARTINE, LEDRU-ROLLIN, LOUIS BLANC, MARIE, ARMAND MARRAST, FLOCON, ALBERT, GARNIER-PAGÈS, AD. CRÉMIER.

*Le secrétaire général du Gouvernement provisoire,*  
PAGNERRE.

Vu le décret ordonnant l'achèvement du Louvre, sur la proposition du maire de Paris et du ministre des travaux publics,

Arrête :

1° Les travaux relatifs à la construction du palais du peuple sont déclarés travaux d'utilité publique ;

2° L'expropriation se fera sans délai, l'indemnité devant être réglée par une commission permanente ;

3° Les propriétés désignées pour l'expropriation seront expropriées en vertu d'un décret spécial rendu sur la proposition du maire de Paris et du ministre des travaux publics ;

4° Le maire de Paris et le ministre des travaux publics sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait en conseil de Gouvernement, le 24 mars 1848.

Le ministre de l'instruction publique et des cultes,

Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. Les salles d'asile, improprement qualifiées établissements charitables par l'ordonnance du 22 décembre 1837, sont des établissements d'instruction publique. Ces établissements porteront désormais le nom d'écoles maternelles.

Art. 2. Il est institué près l'Académie de Paris une école maternelle normale, pour l'instruction des fonctionnaires des écoles maternelles, en remplacement de la maison provisoire établie à Paris, rue Neuve-Saint-Paul.

Art. 3. Cette école recevra des élèves âgées de vingt ans au moins, et de quarante ans au plus.

Art. 4. Il s'y fera tous les ans des cours d'études, chacun de quatre mois, y compris les examens.

Art. 5. Ces études auront pour objet de compléter l'instruction élémentaire des élèves, et principalement de leur apprendre à diriger les écoles maternelles dans l'esprit de la République.

Art. 6. Dans ce but une école maternelle sera annexée à l'école normale, et les élèves seront admises à s'y exercer sous la surveillance de la directrice. Les élèves compléteront leur éducation en assistant aux exercices de l'école maternelle modèle de Paris.

Art. 7. Les fonctionnaires de l'école maternelle normale seront :

1° Une directrice des études, chargée spécialement des exercices relatifs à la direction des écoles maternelles ;

2° Une maîtresse d'instruction scolaire ;

3° Une maîtresse de musique ;

4° Une maîtresse de dessin ;

5° Une économiste.

Art. 8. Il sera admis à l'école maternelle normale des pensionnaires, suivant les conditions qui seront ultérieurement déterminées.

Art. 9. Un programme spécial déterminera le règlement de l'école.

Fait à Paris, le 28 avril 1848.

CARNOT.

## Avis administratifs.

## MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS.

Le mardi 9 mai 1848, à une heure après midi, il sera procédé, à Moulins, par le commissaire du département de l'Allier, à l'ouverture d'un concours pour l'adjudication des travaux de restauration de la chaussée de la route nationale n° 143, de Limoges à Moulins, entre Bézenet et Montluçon.

Le montant des travaux est évalué à 115,000 fr., y compris 14,655 fr. 24 c. pour dépenses imprévues, main-d'œuvre et cylindrage.

On peut prendre connaissance du cahier des charges de l'entreprise dans les bureaux de la préfecture, à Moulins.

## Nouvelles étrangères.

ITALIE. *Correspondance particulière.* Nous recevons la lettre suivante de notre correspondant sous la date du 22 avril :

« Ici la politique est le sujet de toutes les conversations. Voici les dernières nouvelles : L'ennemi est concentré sur le Mincio et l'Adige, entre Peschiera, Vérone et Mantoue, au nombre de 35,000 hommes environ.

« Charles-Albert, ayant résolu de dégager la rive droite du Mincio et de resserrer l'ennemi dans Mantoue, a donné l'ordre au général baron Bava de se porter de ce côté avec sa brigade de cavalerie, trois batteries d'artillerie et un corps de 18 bataillons, formant en tout un corps d'armée de 50,000 hommes environ, et cela dans le but de pouvoir faire le blocus de cette ville. La colonne, arrivée à onze heures du matin en vue de la place, a commencé le feu auquel ont répondu le fort de Pradelles et quelques pièces d'artillerie de campagne disposées au dehors ; mais l'artillerie piémontaise, soutenue par la brigade Aosta, profitant des accidents du terrain, a forcé l'ennemi à se réfugier en pleine retraite dans la forteresse.

« Longhena et Manara sont dans le Tyrol avec 20,000 hommes, auxquels vont se joindre 8,000 volontaires qui vont partir de Milan sous peu de jours. Les patriotes comptent empêcher la retraite des Autrichiens et s'opposer à l'arrivée des renforts.

« Le général Zucchi commande un corps d'armée de 10,000 volontaires venant d'Udine et de Palmanova, route par où les Autrichiens pourraient penser à se retirer.

« Venise est défendue par la garde nationale, et le littoral est hérissé de canons.



« Du côté de Vienne, il y a un corps d'armée de 50,000 Romains sous le commandement du général Durando. Outre cela, 15,000 Napolitains arrivent avec tout leur matériel de guerre, ce qui fait une armée de 150,000 hommes environ.

« Les Autrichiens occupent une position formidable; ils ont en leur possession trois forteresses qui sont considérées comme imprenables.

« Au moment de fermer ma lettre j'apprends, par un bulletin du gouvernement, qu'une nouvelle révolution vient d'éclater à Vienne; que deux archiducs, ainsi que le ministre de la guerre Ficquelmont, ont été tués, et que l'empereur se trouve entre les mains du peuple. Cette nouvelle vient d'être accueillie avec enthousiasme. »

G. »

ANGLETERRE. Londres, 27 avril. (Cité, trois heures.) Consolidés pour compte, 82 1/4 3/8 1/2. (Globe.)

— Aujourd'hui, à midi, il y a eu un conseil de cabinet au ministère des affaires étrangères. La plupart des ministres y ont assisté. (Standard.)

— Voici l'extrait d'une lettre particulière reçue ce matin de Londres :

« Nous apprenons que le conseil privé a ordonné que la ville de Dublin fût proclamée en état de siège, et que l'on fit sur-le-champ des perquisitions pour trouver les armes. »

POLOGNE. Varsovie, 19 avril. — La commission du trésor a prohibé l'exportation des espèces d'argent, à l'exception des petites sommes nécessaires pour le voyage, mais qui ne doivent pas dépasser 100 roubles d'argent.

Cracovie, 20 avril. — La frontière, qui était ouverte jusqu'à ce jour, vient d'être occupée par un cordon militaire. Un voyageur, arrivé de Varsovie, assure qu'on s'attend à un événement important. Il est possible que l'occupation de la frontière ait été déterminée par cet événement.

PRUSSE. Berlin, 24 avril. — Le gouvernement danois ayant donné à sa marine de guerre l'ordre de capturer les vaisseaux allemands, l'ambassadeur prussien a reçu l'ordre de demander immédiatement ses passe-ports, attendu que cette mesure, prise même avant que les troupes allemandes eussent passé la frontière fédérale, doit être considérée comme une déclaration de guerre de la part du Danemark.

SCHLESWIG. Holstein, 24 avril. — Hier, après un combat ardent, les Danois ont été chassés de Bustorf jusqu'au Danewerke par les troupes prussiennes, qui se sont emparées ultérieurement de Schleswig.

Fribourg, 24 avril. — Après deux heures de combat, les Badois, Hessois et Nassoviens se sont emparés de la ville. Ce matin, dès neuf à dix heures, les portes ont été canonnées et forcées par les troupes. Il y a eu plusieurs arrestations, notamment celle de l'avocat de Bottek, de Langsdorff, etc., etc.

### Nouvelles diverses.

#### DERNIÈRES NOUVELLES DE ROUEN.

« Trois heures. — Les patronilles continuent. On amène toujours des individus arrêtés à l'Hôtel-de-Ville.

Quatre heures. — Six cadavres ont été ramassés. L'un d'eux est criblé de plomb.

Ceux des blessés recueillis, qui étaient sérieusement atteints, ont été portés à l'Hôtel-Dieu.

A cette heure, le nombre des arrestations s'élève à environ quatre-vingts. Parmi ceux qui sont ainsi sous la main de la justice, on a reconnu un professeur d'un pensionnat de la ville; il était monté sur une barricade et prêchait la révolte.

Un voyageur arrivé de Rouen ce matin nous affirme que les troubles sont terminés.

— A la suite du concours ouvert le 15 novembre 1847, et par décision de M. le ministre de l'instruction publique, en date du 19 avril 1848, M. Laugier a été nommé professeur de clinique chirurgicale à la faculté de médecine de Paris.

— La Gazette du Midi annonce que M. Nando, archevêque d'Aix, a été frappé d'une attaque d'apoplexie foudroyante, dimanche, au moment où il célébrait la grand' messe à la métropole. Il a été atteint un peu avant le dernier évangile, et, malgré les soins qui lui ont été prodigués immédiatement par trois médecins, il n'a pu être rappelé à la vie.

### Bulletin de la Bourse de la semaine.

On avait parlé, dans les premiers jours de la semaine, de l'expropriation des chemins de fer. On ajoutait que le décret, à cet égard, allait paraître dans le *Moniteur*. On semblait être généralement d'accord sur le système de remboursement, qu'on disait être en rente 5 p. 0/0 au pair. Mais on était loin de s'entendre sur le prix à fixer aux actions de chemins de fer. Cependant, comme ce bruit semblait s'accréditer de plus en plus, et qu'il y avait lieu de compter, quoi qu'il advint, sur une réalisation meilleure que celle des derniers cours, toutes les actions de chemins de fer ont éprouvé un mouvement de hausse.

Les banques ont participé à ce mouvement par suite du bruit qui se répandait déjà que le conseil s'occupait définitivement de la réunion de toutes les banques départementales avec la banque de France.

Le 5 p. 0/0 a débuté, lundi 24 avril, à 40, a fait 41 50 au plus haut et a fermé à 40 75.

Le 5 p. 0/0 a débuté à 60, a touché 61 50 et finit à 60 75.

La banque a commencé par faire 1175 et a monté graduellement jusqu'à 1200 (cours de fermeture).

Les fonds ont commencé à éprouver une hausse sensible dès mercredi (26 avril), à cause du bon effet qu'avaient produites les nouvelles des élections, tant à Paris que dans les départements, et surtout les bruits qui circulaient sur les derniers scrutins qu'on disait être favorables au Gouvernement.

Le 3 p. 0/0, qui avait fermé la veille à 41 25, a débuté à 41 75, puis est monté rapidement jusqu'à 44 50 (cours de fermeture).

Le 5 p. 0/0, qui fermait à 60 75, lundi dernier, a débuté à 65 50, a fermé à 65 plus haut cours.

Les actions de la banque ont éprouvé une hausse sensible à la nouvelle que des sommes importantes étaient rentrées dans les coffres de la banque. Elles ont fini à 170 fr. plus haut que la veille.

La hausse s'est soutenue le jeudi 27, et on a baissé le vendredi 28, à l'arrivée des nouvelles déplorables venues de Rouen. On craignait aussi qu'il n'y eût des troubles sérieux à Lyon.

Le 5 p. 0/0 ferme à 45 50 après avoir fait 40 au plus haut; le 5 p. 0/0 à 67 50 après avoir fait 70 fr. La banque, après avoir débuté à 1,500 fr. a fermé à 1,595.

Aujourd'hui samedi (29 avril), les nouvelles de Rouen étant plus rassurantes, puisqu'on disait que l'ordre était entièrement rétabli dans cette ville, la hausse s'est fait sentir dès le commencement de la bourse.

Le résultat des élections, qui faisait connaître définitivement les noms des trente-quatre représentants du département de la Seine, a contribué aussi à relever le cours des fonds publics.

Le 5 p. 0/0 a ouvert à 46 25 et a fermé à 47 75.

Le 5 p. 0/0 reste à 69 75 après avoir ouvert à 68 25.

Le nouveau décret qui fait connaître la fusion des banques de Rouen, du Havre, de Toulouse, d'Orléans et de Marseille, avec la Banque de France, a produit un très-bon effet et a contribué beaucoup à relever le cours des actions qui avaient fléchies la veille. Elles restent à 1400 fr.

Le rédacteur en chef,  
BENJAMIN LAROCHE.

(Typ. SCHNEIDER, rue d'Erfurth, 1,